

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14736]

8 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal abrogeant l'arrêté royal du 21 décembre 2010 relatif aux entités en charge de la maintenance de véhicules ferroviaires et l'arrêté ministériel du 30 octobre 2008 relatif aux modalités d'introduction de la demande d'autorisation de mise en service des sous-systèmes de nature structurelle constitutifs du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse ou conventionnel

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu le Code ferroviaire, l'article 177;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2010 relatif aux entités en charge de la maintenance de véhicules ferroviaires;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2008 relatif aux modalités d'introduction de la demande d'autorisation de mise en service des sous-systèmes de nature structurelle constitutifs du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse ou conventionnel;

Vu l'association des gouvernements de région;

Vu l'avis n° 54.001/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 21 décembre 2010 relatif aux entités en charge de la maintenance de véhicules ferroviaires;

2° l'arrêté ministériel du 30 octobre 2008 relatif aux modalités d'introduction de la demande d'autorisation de mise en service des sous-systèmes de nature structurelle constitutifs du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse ou conventionnel.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que le jour où le Code ferroviaire entre en vigueur.

Art. 3. Le ministre qui a le transport ferroviaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

M. WATHELET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14736]

8 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot opheffing van het koninklijk besluit van 21 december 2010 betreffende de met het onderhoud van spoorvoertuigen belaste entiteiten en het ministerieel besluit van 30 oktober 2008 betreffende de modaliteiten voor het indienen van een aanvraag tot machtiging voor de ingebruikneming van subsystemen van structurele aard die deel uitmaken van het trans-Europese hogesnelheidsspoorwegsysteem of het conventionele spoorwegsysteem

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de Spoorcodex, artikel 177;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2010 betreffende de met het onderhoud van spoorvoertuigen belaste entiteiten;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 oktober 2008 betreffende de modaliteiten voor het indienen van een aanvraag tot machtiging voor de ingebruikneming van subsystemen van structurele aard die deel uitmaken van het trans-Europese hogesnelheidsspoorwegsysteem of het conventionele spoorwegsysteem;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op advies nr. 54.001/4 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 21 december 2010 betreffende de met het onderhoud van spoorvoertuigen belaste entiteiten;

2° het ministerieel besluit van 30 oktober 2008 betreffende de modaliteiten voor het indienen van een aanvraag tot machtiging voor de ingebruikneming van subsystemen van structurele aard die deel uitmaken van het trans-Europese hogesnelheidsspoorwegsysteem of het conventionele spoorwegsysteem.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als de dag waarop de Spoorcodex in werking treedt.

Art. 3. De minister bevoegd voor het spoorwegvervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14737]

8 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal relatif aux critères de désignation et aux modalités d'introduction de la demande de désignation des organismes chargés d'effectuer la procédure de vérification des sous-systèmes par référence aux règles de sécurité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code ferroviaire, l'article 206;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 2010 relatif aux critères de désignation et aux modalités d'introduction de la demande de désignation des organismes chargés d'effectuer la procédure de vérification des sous-systèmes par référence aux règles nationales de sécurité en usage;

Vu l'association des gouvernements de région;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14737]

8 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende de criteria van aanwijzing en de nadere regels voor de indiening van de aanwijzingsaanvraag van instanties belast met de uitvoering van de keuringsprocedure van subsystemen door verwijzing naar de veiligheidsvoorschriften

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Spoorcodex, artikel 206;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 november 2010 betreffende de criteria van aanwijzing en de modaliteiten voor de indiening van de aanwijzingsaanvraag van instanties belast met de uitvoering van de keuringsprocedure van subsystemen door verwijzing naar de van toepassing zijnde nationale veiligheidsvoorschriften;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Vu l'avis n° 54.002/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'organisme sollicitant sa désignation doit, dans le domaine de compétence concerné :

1° s'abstenir de toute intervention, directement ou comme mandataire, dans la conception, la fabrication, la construction, la commercialisation, l'entretien ou l'exploitation des sous-systèmes. Cela n'exclut pas la possibilité d'un échange d'informations techniques entre le fabricant et l'organisme;

2° exécuter les opérations de vérification avec la plus grande intégrité professionnelle et la plus grande compétence technique et être libre de toute pression et incitation, notamment d'ordre financier, pouvant influencer le jugement ou les résultats du contrôle, en particulier de celles émanant de personnes ou de groupements de personnes intéressés par les résultats des vérifications. L'organisme doit notamment être fonctionnellement indépendant des autorités désignées pour délivrer les autorisations de mise en service, les licences et les certificats ainsi que les entités chargées des enquêtes en cas d'accident;

3° pouvoir assurer l'ensemble des tâches assignées par le Code ferroviaire à un tel organisme, entre autre la connaissance des règles de sécurité en usage, et pour lesquelles il souhaite être désigné, que ces tâches soient effectuées par l'organisme même ou sous sa responsabilité;

4° disposer du personnel et posséder les moyens nécessaires pour accomplir de façon adéquate les tâches techniques et administratives liées à l'exécution des évaluations et vérifications. Cela suppose qu'il y ait au sein de l'organisation un personnel scientifique en nombre suffisant et doté d'expérience et de connaissances suffisantes pour évaluer le caractère fonctionnel et les performances des sous-systèmes par rapport aux exigences du Code ferroviaire;

5° avoir accès au matériel nécessaire pour les vérifications requises, notamment pour les vérifications exceptionnelles.

Art. 2. Le personnel chargé des contrôles :

1° possède une formation professionnelle portant sur l'ensemble des opérations d'évaluation et de vérification pour lesquelles l'organisme souhaite être désigné;

2° dispose d'une connaissance satisfaisante des prescriptions relatives aux vérifications et contrôles qu'il effectue et d'une pratique suffisante de ces vérifications et contrôles;

3° possède l'aptitude requise pour délivrer les attestations et rédiger les procès-verbaux et les rapports qui constituent la matérialisation des contrôles effectués.

L'indépendance du personnel chargé des contrôles est garantie. La rémunération de chaque agent n'est fonction, ni du nombre de contrôles qu'il effectue, ni des résultats de ces contrôles.

Le personnel de l'organisme désigné chargé des contrôles est lié par la confidentialité pour tout ce qu'il apprend dans l'exercice de ses fonctions, sauf à l'égard de l'Administration ou son mandataire, dans le cadre des activités comme organisme désigné.

Art. 3. L'organisme souscrit une assurance de responsabilité civile adéquate.

Art. 4. La demande de désignation écrite est adressée par lettre à l'Administration.

Art. 5. La demande contient les documents et les pièces établissant que l'organisme satisfait aux critères repris aux articles 1^{er} à 3, et plus précisément les documents et pièces suivants :

1° un document attestant de l'indépendance fonctionnelle de l'organisme et du personnel chargé des vérifications à l'égard des organismes visés à l'article 3, 25°, 27° et 29° du Code ferroviaire;

2° un plan d'entreprise démontrant que l'organisme dispose du personnel et des moyens nécessaires pour accomplir de façon adéquate les activités techniques et administratives liées à l'exécution des vérifications;

3° un document établissant que le personnel qui sera chargé des contrôles répond aux critères de l'article 2;

Gelet op advies nr. 54.002/4 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De instantie die om haar aanwijzing verzoekt, moet in het betreffende bevoegdheidsdomein :

1° zich onthouden van elke tussenkomst, rechtstreeks of als gemachtigde, bij het ontwerp, de fabricage, de constructie, de verkoop, het onderhoud of de exploitatie van subsystemen. Uitwisseling van technische informatie tussen de fabrikant en de instantie wordt door deze bepaling niet uitgesloten;

2° de keuringen met de grootste beroepsintegriteit en technische bekwaamheid uitvoeren en vrij zijn van elke pressie en beïnvloeding, met name van financiële aard, die de beoordeling of de uitkomst van de keuring kan beïnvloeden, in het bijzonder deze uitgeoefend door personen of groepen die bij de resultaten van de keuring belang hebben. Met name dient de instantie vanuit functioneel oogpunt onafhankelijk te zijn van de instanties aangewezen voor het afleveren van de toelatingen voor het indienststellen, de licenties en veiligheids-certificaten alsmede van de diensten die belast zijn met onderzoek bij ongevallen;

3° kunnen verzekeren van het geheel van taken die door de Spoorcodex aan een dergelijke instantie worden toegewezen, onder andere de kennis van de van toepassing zijnde veiligheidsvoorschriften, en voor de taken waarvoor zij wenst te worden aangeduid, dat deze worden uitgevoerd door de instantie zelf of onder haar verantwoordelijkheid;

4° beschikken over personeel en de noodzakelijke middelen hebben om op een gepaste wijze de technische en administratieve taken uit te voeren die verbonden zijn aan de uitvoering van evaluaties en keuringen. Dat veronderstelt dat er in het kader van de organisatie voldoende wetenschappelijk personeel is, begiftigd met ervaring en voldoende kennis om het functioneel karakter en de prestaties van de subsystemen in verband met de eisen van de Spoorcodex te beoordelen;

5° toegang hebben tot het noodzakelijk materieel voor de vereiste keuringen, meer bepaald voor de uitzonderlijke keuringen.

Art. 2. Het personeel belast met de controles :

1° heeft een professionele opleiding met betrekking tot het geheel van evaluatie- en keuringsverrichtingen waarvoor de instantie wenst te worden aangewezen;

2° beschikt over voldoende kennis van de voorschriften met betrekking tot keuringen en controles die het uitvoert en over voldoende praktijkervaring met betrekking tot deze keuringen en controles;

3° beschikt over de vereiste bekwaamheid voor het afleveren van attesten en het opstellen van processen-verbaal en rapporten die de verwezenlijking van uitgevoerde controles inhouden.

De onafhankelijkheid van het personeel belast met de controles wordt gewaarborgd. De vergoeding van iedere agent gebeurt, noch in functie van het aantal controles dat hij uitvoert, noch in functie van de resultaten van deze controles.

Het personeel van de aangewezen instantie belast met controles is gebonden door de plicht tot vertrouwelijkheid voor alles wat het verneemt in de uitoefening van zijn functies, behalve ten overstaan van het Bestuur of zijn afgevaardigde, in het kader van zijn activiteiten als aangewezen instantie.

Art. 3. De instantie onderschrijft een passende verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid.

Art. 4. De schriftelijke aanvraag tot aanwijzing wordt per brief gestuurd naar het Bestuur.

Art. 5. De aanvraag bevat de stukken en documenten die staven dat de instantie voldoet aan de criteria weergegeven in de artikelen 1 tot 3, en meer bepaald de volgende documenten en stukken :

1° een document dat de functionele onafhankelijkheid bewijst van de instantie en het met de keuringen belaste personeel ten aanzien van de instanties bedoeld in artikel 3, 25°, 27° en 29° van de Spoorcodex;

2° een ondernemingsplan dat aantoont dat de instantie beschikt over personeel en noodzakelijke middelen om op een gepaste wijze de technische en administratieve activiteiten te vervullen die verbonden zijn aan de uitvoering van keuringen;

3° een document dat vaststelt dat het personeel dat belast zal worden met controles beantwoordt aan de criteria van artikel 2;

4° un document établissant de manière précise les modalités de calcul de la rémunération du personnel qui sera chargé des contrôles;

5° la preuve de ce que le personnel qui sera chargé des contrôles a été dûment informé de la confidentialité visée à l'article 2, alinéa 3.

Art. 6. Le demandeur fournit également toutes les informations complémentaires permettant d'apprécier s'il satisfait aux critères de désignation.

Art. 7. Tous documents et pièces transmis par le demandeur dans le cadre du présent arrêté sont constitués d'un original signé et d'une copie fournie sur un support électronique.

Art. 8. L'arrêté ministériel du 25 novembre 2010 relatif aux critères de désignation et aux modalités d'introduction de la demande de désignation des organismes chargés d'effectuer la procédure de vérification des sous-systèmes par référence aux règles nationales de sécurité en usage, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que le jour où le Code ferroviaire entre en vigueur.

Art. 10. Le ministre qui a le transport ferroviaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
M. WATHELET

4° een document dat op nauwkeurige wijze de modaliteiten vaststelt van berekening van de vergoeding van het personeel dat belast zal worden met controles;

5° het bewijs dat het personeel dat belast zal worden met controles behoorlijk werd ingelicht over de plicht tot vertrouwelijkheid zoals bedoeld in artikel 2, derde lid.

Art. 6. De aanvrager verstrekt ook alle bijkomende inlichtingen op basis waarvan er kan worden beoordeeld of hij aan de aanwijzingsvoorwaarden voldoet.

Art. 7. Alle door de aanvrager in het kader van dit besluit overgezonden documenten en stukken bestaan uit één ondertekend origineel en één kopie op elektronische drager.

Art. 8. Het ministerieel besluit van 25 november 2010 betreffende de criteria van aanwijzing en de modaliteiten voor de indiening van de aanwijzingsaanvraag van instanties belast met de uitvoering van de keuringsprocedure van subsystemen door verwijzing naar de van toepassing zijnde nationale veiligheidsvoorschriften, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als de dag waarop de Spoorcodex in werking treedt.

Art. 10. De minister bevoegd voor het spoorwegvervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14738]

8 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal fixant les modalités d'introduction d'une demande d'agrément en vue de la notification des organismes visés à l'article 201 du Code ferroviaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code ferroviaire, l'article 202;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'introduction d'une demande d'agrément en vue de la notification des organismes visés à l'article 52 de la loi du 26 janvier 2010 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne;

Vu l'association des gouvernements de région;

Vu l'avis n° 54.003/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté.

Art. 2. La demande d'agrément écrite du candidat organisme notifié est adressée par lettre à l'Administration.

Art. 3. La demande contient les documents et les pièces attestant que le candidat organisme notifié satisfait aux critères visés à l'annexe 21 du Code ferroviaire et le certificat délivré par BELAC attestant de l'accréditation comme organisme de certification de produits conformément aux dispositions d'exécution de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité. Ce certificat est valable au moment de l'introduction de la demande et à chaque moment suivant cette introduction afin que l'organisme soit agréé et notifié.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14738]

8 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot bepaling van de regels voor het indienen van een aanvraag tot erkenning met het oog op de aanmelding van de instanties bedoeld in artikel 201 van de Spoorcodex

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Spoorcodex, artikel 202;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 november 2010 tot bepaling van de regels voor het indienen van een aanvraag tot erkenning met het oog op de aanmelding van de instanties bedoeld in artikel 52 van de wet van 26 januari 2010 betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Europese Gemeenschap;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op advies nr. 54.003/4 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2008/57/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 2008 betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Gemeenschap.

Art. 2. De schriftelijke aanvraag tot erkenning van de kandidaat-aangemelde instantie wordt per brief aan het Bestuur gericht.

Art. 3. De aanvraag bevat de documenten en stukken die aantonen dat de kandidaat-aangemelde instantie voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage 21 van de Spoorcodex en een certificaat, afgeleverd door BELAC, dat aantoont dat de instantie werd geaccrediteerd als instelling voor de certificatie van producten, overeenkomstig de uitvoeringsbepalingen van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling. Dit certificaat is geldig op het moment van de indiening van de aanvraag en op elk moment na deze indiening, opdat de instantie erkend en aangemeld kan worden.